



**PRÉFET  
DES CÔTES-  
D'ARMOR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction des Relations  
avec les Collectivités  
Territoriales**

### **Arrêté**

***portant prescriptions complémentaires pour des installations de production  
d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent***

***SAS FE LAMBALLE – PE Innovent***

***Parc éolien de Lamballe sur la commune de Lamballe-Armor***

**Le Préfet des Côtes d'Armor**

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 411-1, R. 181-45, R. 515-101 à R. 515-109 , R.512-69, L.511-1 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées et notamment son article 12 ;

**Vu** le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de M. François de Keréver, Préfet des Côtes-d'Armor ;

**Vu** l'arrêté du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Georges SALAÜN, Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes-d'Armor ;

**Vu** le permis de construire en date du 6 janvier 2009 et la demande d'antériorité formulée par l'exploitant et reçue le 13 juillet 2012, autorisant la société SAS FE LAMBALLE à exploiter un parc éolien sur la commune de LAMBALLE ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 novembre 2021 portant prescriptions complémentaires pour réduire l'impact du parc éolien sur la faune volante ;

**Vu** l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 février 2019 ;

**Vu** les rapports de novembre 2019 et de mai 2021 de l'organisme ayant réalisé les suivis environnementaux intitulé Ouest Am' ;

**Vu** le courrier des installations classées de la DREAL Bretagne en date du 13 mai 2025, transmettant pour observations éventuelles le projet d'arrêté portant prescriptions complémentaires ;

**Vu** l'absence d'observations de la part de l'exploitant sur ce projet d'arrêté ;

**Considérant** que le parc éolien de Lamballe relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

**Considérant** que le suivi environnemental de 2024 a mis en évidence une mortalité avérée de l'avi-faune et des chiroptères malgré la mise en œuvre d'un plan de bridage ;

**Considérant** que plusieurs dysfonctionnements du système de bridage ont été constatés, notamment sur les périodes du 1er au 28 mai et du 15 juillet au 18 août, ainsi que de manière persistante sur l'éolienne E1, limitant son efficacité ;

**Considérant** que, même hors dysfonctionnements, les paramètres de déclenchement actuels du bridage (vent < 5,5 m/s et température > 11 °C) n'ont permis qu'une protection estimée à 84 % de l'activité chiroptérologique ;

**Considérant** que l'analyse des données de mortalité et d'activité montre une concentration importante des impacts en septembre et octobre, notamment pour les chauves-souris, et particulièrement pour la pipistrelle de Nathusius ;

**Considérant** que le bureau d'études mandaté par l'exploitant préconise une modification des paramètres de bridage pour renforcer la protection des chiroptères, notamment en relevant les seuils de déclenchement du bridage à 6 m/s et 10 °C durant les mois de septembre et octobre ;

**Considérant** que ces mesures apparaissent adaptées, nécessaires et proportionnées au regard des enjeux de protection de la faune, et qu'elles doivent être mises en œuvre dès la campagne de suivi 2025 ;

**Considérant** qu'il convient, en conséquence, de modifier les prescriptions de bridage fixées dans le cadre de l'autorisation environnementale en vigueur afin d'intégrer ce renforcement du dispositif.

**Considérant** que l'article L.411-1 du code de l'environnement interdit la destruction des individus et la destruction, altération ou dégradation des habitats des espèces de faune et de flore sauvage dont les listes sont fixées par arrêté ministériel ;

**Considérant** que les espèces d'oiseaux inféodées au territoire métropolitain sont protégées en France au titre de l'article L. 411-1 du code de l'environnement et par arrêté du 29 octobre 2009 modifié fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**Considérant** que les espèces de chiroptères inféodées au territoire métropolitain sont protégées en France au titre de l'article L. 411-1 du code de l'environnement et par arrêté du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**Considérant** que l'article R.181-45 du Code de l'Environnement dispose que des « prescriptions complémentaires [...] sont fixées par des arrêtés complémentaires », et que « Ces arrêtés peuvent imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L.181-3 et L. 181-4 rend nécessaire ou atténuer les prescriptions initiales dont le maintien en l'état n'est plus justifié. Ces arrêtés peuvent prescrire, en particulier, la fourniture de précisions ou la mise à jour des informations [...] ». »

**Sur** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

## **ARRÊTE :**

### **Article 1<sup>er</sup> : Champ d'application**

La société SAS FE LAMBALLE dont le siège social se situe - 5 rue Horus, Parc de la Haute Borne, 59650 VILLENEUVE D'ASCQ - ci-après dénommée l'exploitant est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour l'exploitation de son parc éolien situé sur le territoire de la commune de Lamballe-Armor.

### **Article 2 : Actions correctives à mettre en œuvre**

Les dispositions de l'article n°2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 novembre 2021 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Un arrêt nocturne est réalisé, en faveur des chiroptères et de l'avifaune, sur la totalité des éoliennes du parc éolien de Lamballe lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

#### **- Du 1<sup>er</sup> mai au 31 août :**

- du crépuscule à l'aube ;
- lorsque la vitesse du vent est inférieure à 5,5 m/s ;
- lorsque la température extérieure est supérieure à 11 °C ;
- en l'absence de précipitation.

#### **- Du 1<sup>er</sup> septembre au 31 octobre :**

- du crépuscule à l'aube ;
- lorsque la vitesse du vent est inférieure à 6 m/s ;
- lorsque la température extérieure est supérieure à 10 °C ;
- en l'absence de précipitation.

#### **• Cas de découverte de mortalités avifaune ou chiroptères :**

Toute mortalité avifaune ou chiroptère doit être déclarée au titre de l'article R.512-69. L'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées en transmettant une fiche ou un rapport conclusif d'incident. Il propose des mesures d'urgence à mettre en place et des préconisations pour la suite de l'exploitation.

En cas de mortalité d'une espèce menacée (CR : en danger critique, EN : en danger ; VU : vulnérable sur une liste rouge nationale ou régionale) ou en cas de mortalité massive d'une espèce protégée, une notification supplémentaire doit être transmise au Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels (BARPI).

#### **• Contrôle et ajustements**

L'exploitant rédige et met en place une procédure de surveillance du bon fonctionnement du système de bridage. Cette procédure comprendra les contrôles à réaliser et la fréquence de réalisation de ces contrôles. Cette maintenance sera consignée dans le registre de maintenance visé à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant tient à jour un registre mentionnant les dates et heures de mise à l'arrêt, ainsi que les données météorologiques observées.

**En cas de détection d'impacts significatifs, l'exploitant propose, sous 1 mois, un renforcement des mesures de bridage ou d'autres mesures correctives, après information de l'Inspection des Installations Classées.**

- **Système de sécurité**

Le système de bridage des éoliennes doit être asservi d'alertes sur les différents capteurs, instruments ou logiciel en cas de défaillance du système.

Toutes les alertes, dysfonctionnement et actions correctives mises en place devront faire l'objet d'une consignation dans un registre qui sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas de défaillance, l'exploitant doit être alerté automatiquement et arrêter manuellement les machines concernées, dans un délai maximum d'une heure après l'alerte si celle-ci a lieu durant la période de bridage défini au paragraphe « Bridage » de cet article et ceux jusqu'au rétablissement du bon fonctionnement du système.

- **Éclairage :**

L'éclairage au pied des éoliennes devra être assuré uniquement par un système à déclenchement manuel. L'écologue responsable du suivi environnemental s'assurera lors de ses visites sur le terrain que ces dispositions sont respectées.

- **Gestion des abords des éoliennes :**

Les plateformes et leurs abords seront rendus non attractifs pour les oiseaux et les chiroptères. Le traitement réalisé sur les plateformes de montage (compactage du sol, graviers stériles...) sera également appliqué en pied d'éoliennes, ainsi que sur les bordures des chemins d'accès. Toutes les surfaces ne pouvant être cultivées seront dans la mesure du possible empierrées et compactées avec des matériaux granulaires, et entretenues afin de réduire l'attractivité des chiroptères et des oiseaux (dont les rapaces).

Le débroussaillage annuel autour des plateformes est prévu en dehors de la période de reproduction des oiseaux nicheurs, soit entre le 1er avril au 31 juillet. »

### **Article 3 : Suivi des mesures correctives**

Les dispositions de l'article n°3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 novembre 2021 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Afin de vérifier l'efficacité des mesures mises en place, la société SAS FE LAMBALLE réalise un nouveau suivi l'année suivante, conformément à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées.

En lien avec les conclusions du suivi environnemental de 2024, le suivi environnemental devra comprendre :

- Pour les chiroptères : un suivi d'activité **en hauteur** sur la **période d'activité des espèces** couplé à un suivi de mortalité.
- Pour l'avifaune : **un suivi de mortalité sur la même période que les chiroptères** par prospections pédestres hebdomadaires, dans le respect du Protocole national de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres (version révisée 2018) ;
- un rapport d'analyse de l'efficacité du bridage, identifiant d'éventuelles correspondances entre les cas de mortalité et le fonctionnement effectif du système de bridage.

Le suivi de mortalité sera mutualisé pour les chiroptères et l'avifaune. De plus, lors de ce suivi, l'exploitant aura pour objectif de s'associer avec les exploitants agricoles afin de rendre la zone de prospection la plus prospectable que possible.

Les suivis de mortalité et d'activité devront être couplés afin de pouvoir corrélérer l'activité en altitude au regard des cadavres découverts.

Le plan de bridage biodiversité pourra être adapté selon l'ensemble des données mises en perspective avec le suivi environnemental.

Si des impacts significatifs étaient constatés lors de ces suivis, des actions supplémentaires devront être mises en place après information de l'Inspection des Installations Classées. ***Dans ce cas le suivi sera renouvelé dans les 12 mois pour vérifier l'efficacité des mesures correctives.***

Si les suivis révèlent que les impacts des éoliennes du parc relèvent d'une situation justifiant l'octroi d'une dérogation à la protection stricte des espèces, l'exploitant devra constituer une telle demande.

***Les résultats obtenus à l'issue de ce suivi sont communiqués à l'inspection des installations classées. En cas d'impact identifié, des mesures correctives doivent être proposées par l'exploitant. »***

#### **Article 4 : Caducité**

Les délais de caducité de l'autorisation environnementale sont ceux mentionnés à l'article R. 515-109 du Code de l'environnement.

#### **Article 5 : Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R 181-50 du Code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative soit la Cour administrative d'appel de Nantes (2, place de l'Edit de Nantes – BP 18529 – 44185 Nantes Cedex 4) :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La cour administrative d'appel de Nantes peut être saisie d'une requête déposée sur l'application « Télérecours citoyen » accessible à partir du site Internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la décision peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux :

- d'un recours gracieux, adressé au Préfet des Côtes-d'Armor - Préfecture des Côtes-d'Armor- 1, Place du Général de Gaulle - BP 2370 - 22023 Saint-Brieuc Cedex 1 ;

- ou d'un recours hiérarchique adressé au Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – direction générale de la prévention des risques - Grande Arche de la Défense Paroi Sud - 92055 La Défense Cedex ;

qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

En application de l'article R.181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre de cette décision, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci au Préfet des Côtes-d'Armor et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Cette notification doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours au Préfet et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

#### **Article 6 : Publicité**

- 1 Une copie de l'arrêté est déposée en mairie de Lamballe-Armor et peut y être consultée ;
- 2 Une copie de l'arrêté est affichée en mairie de Lamballe-Armor pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3 L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### **Article 7 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la préfecture des Côtes d'Armor, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la société SAS FE LAMBALLE et transmise au maire de Lamballe-Armor.

Saint-Brieuc, le

**- 7 JUL. 2025**

Pour le préfet et par délégation

Le Secrétaire Général,

  
GEORGES SALAÜN